

# AVIS DE MARCHÉ

## **NATURE DU MARCHÉ** : Marché public de travaux

Le présent avis est couvert par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

### **Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :**

Nom de l'organisme : DREAL Hauts-de-France

Point de contact : Pôle achats marchés – Monsieur Olivier BURY

Adresse : 44 Rue de Tournai

Code postal : 59800 Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0320134848 Télécopieur : 0320404878

Courrier électronique (courriel) : [pam.direction.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pam.direction.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

Adresse Internet (URL) : [http\(s\):// :http://dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](http(s)://http://dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

## **OBJET DU MARCHÉ**

### **Objet du marché :**

A2/A23 – Travaux de finitions

**Type de marché de travaux :** Exécution

### **Classification CPV**

Objet principal : 45232410-9

Objet complémentaire : 45233294-6

**Lieu d'exécution :** Ces travaux seront situés dans les emprises de l'échangeur autoroutier A2/A23, sur les communes de Valenciennes, La Sentinelle et Trith-Saint-Léger.

**L'avis implique :** un marché public

## **CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES**

A2/A23 – Travaux de finitions

Le marché ne comporte pas de tranches.

### **Nature et étendue des travaux :**

Les travaux consistent en la réalisation de travaux de terrassement, assainissement et équipements au niveau de l'échangeur A2/A23 :

- terrassements :
  - curage de bassins avec dépôt dans le bassin de séchage de boues ;
  - mise en centre de traitement approprié ;
  - dépose d'engazonnements ;
  - reprise de terre végétale et engazonnement de talus ;
  - élargissement de chemin d'entretien et reprofilage de talus ;
  - minéralisation de terre plein central ;
- assainissement :
  - pose de bordures T1, T2 et de caniveaux CS1 ;
  - réduction de débit de fuite de 3 bassins ;

- travaux sur ouvrages d'entrée et de sortie de bassins ; pose de gardes-corps, d'échelles, de crosses, remplacement de grilles, clapets, dalle, vannes, reprise et raccordement de géomembrane ;
- reprise d'éléments de drainage de gaz avec pose de protection des événements ;
- pose de panneaux explicatif et d'identification des bassins ;
- création de passage d'eau sous GBA ;
- dépose et pose de clôtures
- équipements :
  - mise en conformité de panneaux de police existants ;
  - pose de balise J12 ;
  - pose de mobilier urbain type potelets ;
  - pose de glissière métallique N2W5 ;
  - dépose et pose d'abaissés de glissières ;
  - reprise de signalisation horizontale ;

**Acceptation des variantes :** Non

**Prestations divisées en lots :** Non

### **CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

**Cautionnement et garanties exigées :** sans objet.

#### **Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :**

Origine du financement : Contrat de plan État / Région 2015-2020; Opération co-financée État Région CAVM et CAPH.

Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

Les prix seront révisables ;

Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde ;

Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

#### **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

#### **Autres conditions particulières :**

Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

En application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

## **CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **Critères de sélection des candidatures :**

#### **Situation juridique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site
- <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ;
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

#### **Capacité économique et financière - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ;
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

#### **Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

Le candidat devra justifier a minima d'un chiffre d'affaire annuel, dont la moyenne pour les 3 dernières années d'exercice est huit-cents-mille euros HT (800 000 € HT).

#### **Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A – Expérience :

- La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

- Les certificats de qualifications professionnelles FNTP ou équivalent ([www.fntp.fr](http://www.fntp.fr))
- Des certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la

réalisation du marché public ;

- Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

**Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

L'entreprise candidate doit posséder les qualifications professionnelles suivantes :

- IP 3711 Mise en œuvre de produits de marquage routier
- IP 3721 Pose de bornes ou panneaux de signalisation définitifs
- IP 3732 Pose d'équipements de sécurité

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

**Marché non réservé.**

**CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

**PROCÉDURES**

**Type de procédure :** Procédure adaptée  $\geq 90\,000$  €.

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des offres à négocier : Non

**Conditions de délais**

Date limite de réception des offres : 16/05/2025 à 12 h 00

Délai de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

**Numéro de référence attribué au marché par la personne publique :** SMI-UN-2024-A2A23-FIN

**Autres informations :**

- \* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- \* Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- \* Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO ;
- \* A titre indicatif, les travaux commenceront vers septembre 2025 pour une durée de 3 mois ;
- \* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- \* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- \* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- \* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- \* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

\* **La transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique** via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marchés-publics.gouv.fr>) suivant les modalités précisées dans le règlement de consultation.

\* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur ;

\* Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;

\* Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

\* La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" ;

\* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;

\* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marchés-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "SMI-UN-2024-A2A23-FIN", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

## **PROCÉDURES DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Lille

Adresse : 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Code postal : 59014 Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0359542342 Télécopieur : 0359542445

Courrier électronique (courriel) : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Adresse Internet (URL) : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

\* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

\* Référé Contractuel : 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

\* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

\* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

# **PUBLICATION AU BOAMP**

**Département de publication :** 59

**Départements de rappel :** 02 62 60 80

**Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

Environnement

## **CLASSIFICATION DES PRODUITS**

**Produits associés à cette annonce :**

45 - Travaux de construction